ENERGIE

A Schwedt, les Allemands veulent garder le pétrole russe

LE 10 OCTOBRE 2022 ⌚ 7 min

Grâce à l'or noir fourni par la Russie, la raffinerie a fait vivre cette ville d'Allemagne de l'Est, frontalière de la Pologne. Ses habitants refusent l'embargo européen qui va bientôt entrer en application et se présentent comme des pacifistes.

Par Isabelle de Pommereau

De son bureau de Schwedt, une ville allemande de 34 000 habitants collée à la Pologne, Gabriele Manteufel montre PCK, une gigantesque raffinerie. Chaque jour, les deux fils de la cheffe d'entreprise vont y faire le plein de propane et le distribuent par camion aux clients de l'entreprise familiale OderGas.

L'ancien Petrolchemisches Kombinat Schwedt, le nom de la raffinerie à l'époque de la RDA (République démocratique allemande), traite du pétrole brut russe acheminé de Sibérie par l'oléoduc Droujba (« Amitié », en russe). Elle fournit une grande partie de l'est de l'Allemagne en carburant et fioul.

Après la Seconde Guerre mondiale, c'est la raffinerie qui a permis à Schwedt, détruite par l'Armée rouge, de se relever et de se transformer en cité socialiste modèle. Puis, à l'issue de la réunification de l'Allemagne en 1990 et après une restructuration douloureuse, c'est encore elle qui a redonné stabilité et confiance à une région fragilisée par la chute du mur de Berlin. En 1996, le mari de Gabriele a implanté OderGas à dix minutes de la raffinerie.

La décision de l'Union européenne de se passer de 90 % du pétrole russe à partir du 5 décembre 2022 a remis l'avenir de PCK en question. Car la raffinerie ne traite que du brut russe et son actionnaire principal est Rosneft, le géant pétrolier proche du Kremlin. Si du temps de la RDA, PCK avait représenté pour beaucoup d'habitants, l'amitié entre « frères socialistes », elle est devenue aux yeux de Bruxelles, et de Berlin, le symbole d'une dépendance qu'il faut casser.

Vieilles blessures

Mais ici dans le Brandebourg, où neuf voitures sur dix roulent grâce au pétrole russe, l'embargo déclenche de violentes colères, faisant resurgir des blessures liées à la chute du mur. Cela revient à « détruire un système d'approvisionnement bon marché, fiable et écologique pour se donner l'illusion

qu'on contribue à mettre fin à la guerre », s'insurge Gabriele Manteufel.

A ses yeux, le transport du brut par pipeline est moins polluant que par tankers. « *Ce n'est pas en livrant des armes à l'Ukraine, en coupant le pétrole russe, en mettant l'économie du pays à plat et en ruinant l'existence des gens qu'on va y arriver !* », poursuit-elle.

Au printemps dernier, le ministre de l'Economie, Robert Habeck, issu des Verts, est venu répondre aux inquiétudes exprimées par la région et la ville. Il a promis que l'Etat leur viendrait en aide si besoin était et que les emplois seraient garantis. Mais il s'est fait huer.

Les habitants exigeaient des preuves écrites, pas de simples promesses. Car dans les années 1990, Helmut Kohl, le chancelier de la réunification avait déjà promis de « *transformer la Mecklembourg-Poméranie occidentale et la Saxe-Anhalt, le Brandebourg, la Saxe et la Thuringe en paysages florissants, où il fait bon vivre* ». Ce dont les habitants se souviennent, ce sont plutôt les vagues de licenciements, les combinats est-allemands balayés par la concurrence des groupes ouest-allemands, le sentiment de ne pas être écoutés.

Le 16 septembre, Robert Habeck est revenu à Schwedt, avec le chancelier allemand Olaf Scholz et une solution concrète. Berlin prend le contrôle des activités de la filiale allemande de Rosneft, c'est-à-dire PCK et deux autres raffineries situées dans le sud du pays.

A Schwedt, a expliqué le chancelier, l'État va investir 825 millions d'euros d'une part, pour maintenir en vie les opérations de la raffinerie et sauver ses 1 200 emplois, d'autre part pour aider la région attirer des start-ups et des entreprises « durables ». Les syndicats et élus locaux respirent. Mais Gabriele Manteufel n'y voit que « *de la poudre aux yeux pour amadouer les gens* ».

« *C'est absurde de faire croire que sans importations d'énergie russe, nous allons avoir un approvisionnement énergétique sûr et abordable en Allemagne dans les cinq prochaines années* », renchérit le député chrétien démocrate Jens Koeppen.

Le débat autour de l'avenir de PCK met à nu les contradictions de la stratégie d'un pays qui, confronté à une grave crise énergétique, cherche simultanément à fermer ses centrales à charbon et ses derniers réacteurs nucléaires. « *Il n'y a pas de bonne réponse*, estime Thierry Bros, professeur à Science Po Paris et spécialiste des enjeux d'énergie. *La bonne eut été de ne pas laisser les Russes prendre trop de pouvoir dans ce domaine* ».

Rosneft Deutschland est entrée dans la gestion de la raffinerie PCK en 2011. En 2015, soit un an après l'annexion de la Crimée, l'entreprise russe en devient actionnaire majoritaire en rachetant la participation de Total (16,7 %), qui s'y était impliquée dès 1991.

Quand Shell, qui détenait 37,5 % des parts décide à son tour de les vendre en juillet 2021, Rosneft exerce son droit de préemption pour obtenir le contrôle quasi-total de la raffinerie (91,67 %.) Le 21 février dernier, trois jours avant le déclenchement de la guerre en Ukraine, les autorités antitrust

allemandes autorisaient à la transaction malgré l'opposition du ministère de l'Économie, inquiet du contexte politique. Elles estimaient que ce rachat « *n'a(vait) rien à voir avec la géopolitique* ».

Mauvais choix

Le parcours de Rosneft illustre « *la stratégie des entreprises pétrolières russes visant à acquérir les actifs stratégiques en Allemagne et le choix du gouvernement allemand, d'une grande naïveté et d'une grande cupidité, de ne pas réagir* », commente Thomas Pellerin-Carlin, spécialiste de l'énergie à l'institut Jacques Delors. Après l'annexion de la Crimée en 2014, « *il aurait fallu développer un plan B, et il y aurait eu huit ans pour se préparer au lieu de se retrouver sur le carreau en huit mois* ».

Avec ses trois raffineries, Rosneft détient 12 % du raffinage en Allemagne. Depuis le 16 septembre dernier, elles sont toutes sous la tutelle de l'agence nationale des réseaux d'énergie. Rosneft reste actionnaire et propriétaire de ses parts, mais n'a plus aucun pouvoir de décision ou de gestion sur les raffineries. En avril, l'État avait déjà pris le contrôle de la filiale allemande de Gazprom. Des opérations que Moscou a qualifié d'« illégales ».

Si, dans l'ensemble de l'Allemagne, la population est plutôt favorable aux sanctions contre la Russie, leur bien-fondé est ouvertement contesté par les habitants des nouveaux Länder et leurs représentants politiques. L'héritage des liens tissés pendant des décennies avec l'Union Soviétique pèse. Une méfiance sous-jacente envers la politique des États-Unis et un profond pacifisme en découlent.

Lors d'un passage à Schwedt en août, Michael Kellner, le secrétaire d'État parlementaire auprès du ministre de l'Économie, lui aussi issu des Verts, s'est demandé si la ville n'avait pas attendu trop longtemps avant de préparer un avenir sans raffinerie ? Le genre d'insinuation qui exaspère les habitants et les élus.

« *Le pétrole et le gaz russe ? On a adoré. C'était peu cher, tempête la maire social-démocrate de la ville, Annekathrin Hoppe. Tout le pays en a profité. Et maintenant, on vient nous dire que nous avons somnolé ?* »

Le gouvernement se montre confiant. La raffinerie tournera même sans pétrole russe. Les habitants sont sceptiques. Remplacer les 12 millions de tonnes de brut pompées chaque année vers leur ville sera long, complexe, coûteux. voire impossible.

Le port de Rostock pourrait acheminer du pétrole venu d'autres parties du monde et le distribuer à Schwedt par un pipeline existant. Mais pour cela, il faudrait aménager les installations portuaires pour recevoir de gros tankers et modifier le pipeline pour qu'il puisse pomper le volume de brut nécessaire. Qui plus est, PCK a été conçue pour ne traiter que du brut russe et ne peut aujourd'hui raffiner du pétrole norvégien, par exemple. Est-il possible de la moderniser ?

En attendant, ils étaient des milliers à déferler dans les rues des villes de l'est le 26 septembre pour déverser leur colère contre le gouvernement Scholz. Parfois comparées aux Gilets Jaunes français, les « Montagsdemos » (« *manifestations du lundi* »), qui avaient surgi en force pendant la pandémie ont repris depuis la flambée des prix de l'énergie, la montée du chômage partiel, et les perspectives de pénuries liées à la guerre.

Elles sont organisées partout dans le pays, mais ne sont nulle part aussi bruyantes que dans les nouveaux Länder. « *Non à un gouvernement, qui nous mène à l'abîme !* », peut-on lire sur les pancartes brandies par les manifestants. « *Oui à la PCK, non aux USA !* »

© Alternatives Economiques. Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle des pages publiées sur ce site à des fins professionnelles ou commerciales est soumise à l'autorisation d'Alternatives Economiques (Tel : (33) 03 80 48 10 25 - abonnements@alternatives-economiques.fr). En cas de reprise à des fins strictement privées et non commerciales merci de bien vouloir mentionner la source, faire figurer notre logo et établir un lien actif vers notre site internet www.alternatives-economiques.fr.